

ÉCONOMIE GESTION
Epreuve orale LV2 : ESPAGNOL
Session 2023

Pour la session 2023 et exceptionnellement, quatre textes écrits issus de la presse et quatre documents sonores authentiques et récents ont été proposés :

Les trois enregistrements étaient extraits des émissions de DW et WASHINGTON POST, trouvables sur leurs sites web. Les mots clés ou titres des audio sont les suivants :

- Migrantes venezolanos
- El activista político nicaragüense Félix Maradiaga ha sido galardonado con el Premio al Valor 2023
- Disputa entre el presidente y el fiscal general de Colombia

Les trois textes sont issus de El Periódico de Aragón et El País.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste à une présentation orale et un échange prenant appui sur un document écrit ou un enregistrement audio. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury.

Dans une première partie le candidat doit présenter un compte rendu pour que le jury puisse juger l'étendue de la compréhension écrite. Ensuite, le candidat doit, à partir d'une problématique, commenter l'article. Le candidat dispose d'environ 12 minutes pour le faire.

Ensuite, le jury questionne les candidats sur le texte proposé et, principalement, sur les points principaux qui ont guidé leur argumentation, le but étant de faciliter la prise de parole et l'échange avec le jury.

D'une façon générale, il est important de signaler aux futurs candidats, que le but du jury est de vérifier l'étendue de leurs connaissances de langue espagnole. Il est donc nécessaire d'acquérir un bon niveau de vocabulaire, mais aussi grammaticale, avec une bonne connaissance des prépositions ou des différentes formes verbales (passé, subjonctif, futur, conditionnel). Il faut être attentif quand le jury pose des questions qui incitent à prendre des risques et à complexifier le niveau de langue.

D'un autre côté, l'épreuve cherche aussi à connaître la capacité d'analyse des candidats, ainsi que leur maîtrise d'une méthodologie adaptée, et la richesse et la pertinence des arguments avancés. Par rapport aux connaissances de culture générale, le jury ne cherche pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture hispanoaméricaine, mais plutôt à vérifier une utilisation logique de ces éléments de l'histoire et l'actualité des pays susceptibles d'apparaître dans l'épreuve d'espagnole et une utilisation juste en appui des arguments des candidats.

L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont également des aspects fondamentaux dans une épreuve orale de ce type que les candidats ne doivent pas négliger.

SESSION 2023

Pour la session 2023, le jury a remarqué que le niveau de compréhension a été assez partagé. La compréhension est la base d'une bonne capacité à faire un commentaire de qualité, les connaissances à l'appui. Sans doute pour combler ces lacunes, les candidats ont tendance à étaler leurs connaissances de sorte qu'ils tombent directement dans le hors sujet. Il ne faut pas oublier aussi que rien ne cache un faible niveau de langue. Les erreurs de compréhension ont provoqué dans certains cas des commentaires erratiques et des présentations peu structurées.

Au moment de la restitution, il est important de ne pas être trop vague et d'essayer d'aller au détail, afin de permettre au jury de bien saisir l'étendue de la compréhension du texte par le candidat. Les erreurs les plus graves de méthodologie ont conduit à une synthèse et commentaires peu différenciés, des problématiques hors sujet ou peu en rapport avec le texte et des commentaires trop courts ou peu pertinents.

Il est intéressant de signaler l'importance de bien organiser les idées afin d'éviter de perdre le jury pendant l'argumentation. Il n'est pas normal par exemple, de citer la problématique à la fin, ou de s'éloigner du thème du document au risque d'être hors sujet. Un candidat qui pense ne pas posséder toutes les connaissances nécessaires pour traiter un sujet donné doit être capable de surmonter ses carences par d'autres moyens que d'éviter le sujet ou de s'éloigner trop du thème principal.

Et par rapport au niveau de langue, le jury a trouvé des structures et transitions peu claires parmi les candidats les plus faibles. Il faut ajouter dans ces cas, une utilisation difficile des structures de grammaire et du vocabulaire.

Parmi les fautes les plus habituelles :

- Les gallicismes et barbarismes, les erreurs les plus répandues : solitud, nurrirse, criminel, pobredad, otro, creer/crear, conservativo, el necesito, orfelinos, seguir pensar, no es reconocimienta;
- Problèmes avec les nationalités : venezuanos, venezuelianos
- La mauvaise utilisation de ser et estar, notamment l'utilisation de estar dans les formes passives
- Italianismes ;
- Confusion dans l'utilisation de haber/tener, hay que/tener que
- Mauvais accords de genre ou nombre : la noche en el que
- Mauvaise utilisation des verbes : hubo un mes (il y a un mois), se opuse a, continuará votar (continuará/seguirá votando), para que se reunían (reunieran)
- Erreurs de diphtongaison des verbes
- Fautes de prépositions : desombocó sobre.

Quant aux aspects phonologiques et aux compétences de communication orale, les candidats ont fait preuve d'une prononciation correcte, avec des erreurs ponctuelles de placement d'accent tonique et de prononciation des phonèmes /s/, /r/, /j/, /g/. Attention aux débits trop hésitants ou hachés, preuve d'un manque de travail sur la langue orale.

Rappelons enfin que dans le cadre de la préparation à ce type de concours, une lecture régulière de la presse hispanique et le suivi de l'actualité dans les principaux pays de langue espagnole permet de compléter les apprentissages en classes préparatoires. Par conséquent, on encourage à nouveau les futurs candidats à continuer d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour se tenir informé de cette actualité.

SUJETS

1 - La sequía pasará a producirse uno de cada cuatro años con el cambio climático

Este jueves se puede ratificar la situación excepcional por sequía extraordinaria de otras cuatro unidades territoriales pertenecientes a la cuenca del Ebro. De hecho, la Confederación Hidrográfica del Ebro, pendiente de hacer la confirmación pública, ya ha incluido en esta situación de emergencia al Eje del Ebro, el Bajo Ebro, las cuencas del Aragón y el Arbas, y la del Iregua, en La Rioja, aunque progresivamente se podrán incorporar zonas más amplias como Riegos del Alto Aragón, el Canal de Aragón y Cataluña o la cuenca del Huerva, según explicó la presidenta de la CHE la pasada semana.

La frecuencia de sequías en España es de una cada cinco años, según se desprende del análisis histórico de estas situaciones críticas. Se recuerdan, entre otras las del 89-90, la del 95 en Aragón... Pero con el cambio climático se estima que esa frecuencia será mayor, y pasar del 20% al 25%. Es decir, la asiduidad de las sequías pasaría a ser a uno de cada cuatro años.

Este miércoles se desarrolló en la sede de la CHE en Zaragoza la jornada 'El borrador del Plan Especial de Sequías de la parte española de la Demarcación Hidrográfica del Ebro'. Está en consulta pública hasta el 30 de junio, "tres meses en los que volvemos a poner sobre la mesa la idea de que las sequías ha que planificarlas", según ha afirmado Miguel Ángel García Vera, jefe de la Oficina de Planificación Hidrológica, que ha explicado que hay dos niveles de diálogo en este sentido.

Por un lado están las sequías inmediatas, que es lo que está sucediendo ahora y son "de un nivel de intervención". Por otra parte, se puede hablar de la sequía en cuanto a toma de grandes decisiones, que corresponde al Plan Hidrológico. Quedaría planificar cómo se gestiona la sequía: los protocolos de actuación, los indicadores...

Los planes de sequía surgen en el año 2001 después de las dificultades surgidas en este sentido durante la década de los 90. El primer plan llegó en 2007 y el segundo en 2018, que está siendo actualizado y será aprobado a finales de 2023. Ahí es donde se estudiarán los indicadores y se tomarán medidas, ya sean restricciones, prorrateos o declaraciones de sequía extraordinaria como la que se encuentra desde la pasada semana la cuenca del Segre.

En la jornada del plan de sequía, donde participaron 250 asistentes, se habló también de las novedades del plan de sequía de 2023. Sobre todo son técnicas. Se incorporan los nuevos embalses como Santolea, Albagés (Cataluña) o Enciso (La Rioja), y hay pequeños ajustes en función de las unidades territoriales, y se han revisado todos los protocolos de actuación. Se trata de saber "en todo momento cómo estamos y el tipo de medidas que hay que adoptar", ha explicado García Vera, que ha admitido que estas decisiones "son duras porque no hay agua pero es algo con lo que convivimos en todos los países de clima semiárido en el mundo".

El valle del Ebro empieza a asumir que tendrá que enfrentarse a un verano durísimo. El agostamiento parece irreversible, al menos en esta campaña que empezó con tan poca agua que a estas alturas ha dejado los embalses de la cuenca en la situación más desoladora que se recuerda, con los pantanos en un 52,7% de su capacidad, con 4.198 hectómetros cúbicos de los 7.961 que pueden albergar en su totalidad, tras perder un 1,1% en la última semana (89 hm³). La comparación numérica explica por sí sola la situación: el árido año pasado se encontraban en el 75,6% de la capacidad total, mientras que el promedio de los últimos cinco años (2018-2022) se sitúa en el 78,1% con 6.218 hm³. La reserva de agua embalsada no supera la reserva

promedio de los últimos cinco años y se encuentra también por debajo de la cifra del pasado año y de la del mínimo, que se produjo en el año 2019 con 5.715 hm³ y el 72% de la capacidad total.

En la margen derecha el volumen de los embalses se sitúa en el 63 %, con 428 hectómetros cúbicos, por debajo del registrado en 2022, que fue de 518 hectómetros cúbicos y el 76%. Tampoco superan el promedio de los últimos cinco años, que se sitúa en 467 hm³ y el 69% de la capacidad, pero sí el mínimo del último quinquenio, que se registró en 2018, con 342 hm³ y el 50 % de la capacidad total de almacenamiento.

Ignacio Martín en elperiodigodearagon.com (03/05/2023)

2 - Las familias que todavía no existen para el Estado peruano

El hombro izquierdo de Carmen Arriola (39) es un recordatorio personal de lo que significa en la vida de Victoria, su hija. Una niña de dos años que no lleva su apellido ni tampoco se gestó en su vientre. “Yo soy tu madre”, dice sobre su piel. Debajo de la icónica frase está un rostro con dos caras: la suya y, desde luego, la de Darth Vader, el villano de Star Wars que inspiró su tatuaje. En efecto, Carmen —raya al costado, lentes de marcos gruesos, camisa remangada— es una de las dos mamás de Victoria, pero no figura en su partida de nacimiento ni en su Documento Nacional de Identidad. Ante la ley es un fantasma, aunque vive con la pequeña y vela su sueño cada noche.

Carmen lleva doce años de relación con Natalia Vega (38), una ingeniera forestal que conoció en una mina, en la ciudad de Huaraz, Perú. Ambas se dedican al sector minero. En el 2020, en medio de la incertidumbre de la pandemia, decidieron que querían tener una bebé y optaron por el método ROPA, aquel donde una aporta el óvulo y la otra alberga el embarazo. En este caso, Natalia. Ese mismo año, en noviembre, viajaron a los Estados Unidos y se casaron en Orlando, donde está permitido que dos personas del mismo sexo biológico se unan en matrimonio. Lo hicieron a sabiendas de que en el Perú no tendría validez.

Natalia dio a luz en febrero de 2021, en Lima. Resolvieron que su primer nombre sería Victoria porque su llegada a este mundo fue una épica en sí misma y que su tercer nombre sería Arriola ante la imposibilidad de Carmen de darle su apellido. En el Perú el Matrimonio Igualitario produce una férrea resistencia desde los años noventa. Si bien los diversos proyectos de ley reavivan el debate público, tarde o temprano vuelven a ser encapetados.

Sin esa garantía que debería otorgar el Estado, las familias homoparentales se enfrentan a escenarios que los vulneran: en el hipotético caso que Natalia falleciera, Carmen no podría hacerse cargo de Victoria. La pequeña se quedaría con los papás de Natalia, que ya son ancianos, o incluso podría ser entregada al INABIF, la institución pública que se preocupa por el bienestar de los niños y adolescentes en estado de abandono a nivel nacional. Carmen, además, no podría dejarle una herencia, dejándola desamparada. Tampoco a la propia Natalia. Es como si fuera una extraña.

El 12 de mayo, la Asociación de Familias Homoparentales del Perú presentó en el Congreso un valioso documento que le encargaron a la encuestadora Ipsos: un informe que expusiera en cifras cada una de las dificultades y afectaciones que padecen las familias diversas no

heterosexuales en el país, que según estimaciones superan las 175.000. Este trabajo lleva un vacío de información sobre la población LGBTIQ+. Algunos de los grandes problemas que allí se develan son: el 56% de familias diversas han sido discriminadas en espacios públicos, mientras que el 45% lo ha sido por su familia directa. Además, el 7% ha sido desalojado por su identidad de género u orientación sexual. Y en cuanto a los niños, uno de cada diez ha sido rechazado en los colegios. (...)

En la Asociación de Familias Homoparentales consideran también a parejas que no tienen hijos, pero sí un proyecto de vida como Martín Miranda (47), docente de secundaria y Eduardo Quispe (40), pintor. Ambos conviven desde hace ocho años. El arte los unió y también su afición por los videojuegos, las películas de Marvel y los animes. Casi al borde de los cuarenta, Miranda asumió su sexualidad y salió del clóset. No solo ante su familia, sino en la escuela, donde es abiertamente gay. “Varios alumnos me han dicho que gracias a mí saben que pueden llevar una vida normal en el futuro. Los chicos merecen crecer en mejores condiciones que nosotros que por las presiones tuvimos que ocultar quiénes éramos por mucho tiempo”, reflexiona. Sobre la posibilidad de ser padres o casarse, Quispe considera una injusticia tener que marcharse del país para lograr sus sueños. “Me gustaría que mis hijos crezcan acá, donde está mi entorno, la gente que quiero. ¿Por qué tenemos que irnos?”, cuestiona.

Además de la encuesta, la asociación les pidió a los hijos de sus miembros que dibujaran a sus familias bajo la supervisión de una psicóloga. El resultado: medio centenar de hojas borronadas con plumones y crayones, mucho color, y ternura. La prueba palpable de que sí existen, aunque el Estado insista en mirarlas de medio lado.

Renzo Gómez Vega en elpais.com (22/05/2023)

3 - Petro y el alto costo de un ‘trino en falso’: los tropiezos del presidente en Twitter

No es que nadie le haya dicho a Gustavo Petro que baje un poco su intensidad en Twitter, la red social donde puede trinar 15 o 16 veces en un día, por ocupada que esté su agenda. Políticos, académicos, expertos en comunicación política, periodistas y ciudadanos le han pedido que sea más prudente con lo que escribe allí, el lugar donde ha dado más de un paso en falso. El más reciente, y doloroso para las familias que esperan a sus seres queridos, ocurrió el miércoles en la tarde cuando, precipitadamente, el presidente anunció en Twitter que habían sido rescatados cuatro niños que llevan 18 días desaparecidos en la selva. Petro había confiado en la información que le comunicó la institución que protege el bienestar de los niños (ICBF), explicó el Gobierno el jueves. Pero no confirmó con las autoridades que él mismo designó para el rescate. Le ganó una vez más la prisa a la cautela.

“He decidido borrar el trino debido a que la información entregada por el ICBF no ha podido ser confirmada. Lamento lo sucedido”, escribió al día siguiente en Twitter. Las familias le piden prudencia a los medios que celebraron anticipadamente, pero también al jefe de Estado. Petro, sin embargo, no acepta no ser quien controla desde su celular las comunicaciones del gobierno. O, al menos, eso han dicho sus más cercanos.

Laura Sarabia, su mano derecha como jefe de gabinete en presidencia, contaba recientemente en entrevista con *El Tiempo* que le ha pedido varias veces medida al presidente con la red social, sin éxito. “El argumento del Presidente es que si no lo hace él no hay nadie más que lo haga” dijo Sarabia. (...)

Pero el costo de manejar su cuenta y entregarse a la vertiginosa inmediatez de las redes puede ser muy alto para un jefe de Estado. Además del caso del rescate de los cuatro niños, el primero de enero el presidente puso en jaque las negociaciones con la guerrilla del ELN cuando anunció que ya se había llegado a un acuerdo para un cese al fuego. Pero no había tal acuerdo, y los negociadores se molestaron por la desinformación que compartía el presidente. (...)

El presidente, como muchos activistas y presidentes twitteros, defiende el uso de esa red social como medio para tener una relación más directa con los ciudadanos, precisamente porque allí no tiene intermediarios: ni verificadores de datos, ni editores, ni publicistas. “El espacio de resistencia comunicacional en las redes ha sido vital para hacer crecer el proyecto de la Colombia Humana”, escribía en 2018 en Twitter, cuando era candidato presidencial y llegó a los 3 millones de seguidores. Opositores y seguidores concuerdan que, desde que tiene su cuenta en 2009, la ha usado con una destreza que pocos políticos han tenido en el país. (...)

En 2022 Petro era considerado, según el ranking de Twiplomacy, era el cuarto líder mundial más influyente en esa red, junto con el indio Narendra Modi, Joe Biden y el turco Recep Tayyip Erdogan. Poco importa que menos del 10% de la población colombiana use la red: como todos los periodistas le siguen, logra poner la agenda todos los días con lo que escribe o comparte en esta red.

El presidente comulga con la ilusión de que Twitter es el medio más transparente, sobre todo cuando considera que los medios de comunicación trabajan en función de defender el capital de un empresario o de un político. La Fundación para la Libertad de Prensa, que ha sido crítica al uso que hace el presidente de Twitter para atacar periodistas de forma “desobligante y burlona”, considera que en unos casos puede ser positivo que entre en el debate. “La participación del jefe de Estado en el debate público en redes cumple un rol importante en la democracia, pues ofrece un canal de comunicación en tiempo real con algunas posibilidades de interacción directa con ciudadanos y medios”, dice la FLIP. Con la estrategia adecuada, puede hacer pedagogía efectiva sobre la reforma a la salud, la transición energética o la paz total.

Pero la FLIP no le apoya cuando usa Twitter para evitar pedir una rectificación formal a un medio, y más bien lo acusa a la ligera ante un ángulo que le molesta. Además, la libertad en Twitter, al no tener controles editoriales, también tiene un lado más oscuro: el enorme riesgo de la desinformación y el de cerrar el debate en vez de abrirlo de forma constructiva. (...)

Camila Osorio en elpais.com (19/05/2023)